

BULLETIN CATÉGORIEL des RETRAITÉ·E·S

EDITO

La vie, continue... Espérons qu'elle puisse être meilleure

Il est difficile d'écrire ces lignes, car les temps de publication ne coïncident pas toujours avec les calendriers électoraux, ni avec des événements dramatiques. Le 24 février 2022, le monde s'est réveillé avec stupeur.

Un pays souverain, l'Ukraine, fait face à une agression militaire par une puissance étrangère nucléaire, la Russie, avec son cortège d'horreurs insoutenables infligées par le pouvoir russe. Notre soutien aux peuples martyrisés et en souffrance est total et inconditionnel.

Ce 1er mai 2022 avait une résonance particulière : il était là pour une exigence de paix, mais également pour faire de cette journée un temps fort de la mobilisation pour les salaires, les pensions, la protection sociale, les emplois, les services publics, l'engagement d'une véritable transition écologique.

Nous ne pouvons pas mettre en sourdine nos revendications face à une situation sociale et politique gravement dégradées, dont le pouvoir macroniste porte la lourde responsabilité.

Les fractures du pays sont réelles et inquiétantes, la situation des jeunes et leur angoisse plus que préoccupantes.

La pandémie COVID semble avoir faussement disparue, l'inflation est à nouveau une réalité qui pèse lourdement sur le pouvoir d'achat des actifs et des retraité.es, la situation dans de nombreux EHPAD honteuse et catastrophique, le rapport du GIEC qui annonce des dangers irréversibles sur l'avenir de la vie sur notre planète... La liste est encore bien longue.

Les élections présidentielles viennent de se dérouler, E. Macron a été réélu. Ces résultats « l'obligent » dit-il. Mais il

ne doit pas se tromper : il n'est pas obligé de continuer sa politique. Nous avons assisté à une période de confusion : qui vote par conviction, qui vote pour faire barrage, qui vote utile, qui vote efficace, qui s'abstient... La démocratie impose des débats clairs qui permettent de déboucher sur des choix clairs.

Les élections législatives s'annoncent les 12 et 19 juin. Une lettre du Groupe des 9 est proposée aux candidat.es. À l'heure de l'écriture de ces lignes, une union des forces de progrès et de gauche se met en place. Nous espérons une réussite dans la constitution de ce contre pouvoir législatif indispensable.

La responsabilité du mouvement syndical, ici celui des retraité.es, doit également être assumée. Oui, nous devons constituer un contre pouvoir au risque de subir à nouveau la politique désastreuse d'E. Macron.

Il n'y pas d'ambiguïté dans nos différentes actions : 1er octobre, 2 décembre à Paris, 24 mars en régions, avec plusieurs dizaines de milliers de personnes qui ont porté ensemble nos revendications : pouvoir d'achat avec augmentation des pensions, défense de la sécurité sociale et de notre système de santé avec un vrai service public de l'autonomie, défense et développement de services publics de proximité, place des retraité.es dans la société.

Ces mobilisations dans un cadre unitaire et durable, ont permis l'annonce d'une revalorisation des pensions à hauteur de 4 % le 1er juillet (à suivre bien sûr).

Cette reconnaissance du bien-fondé de nos revendications doit être suivie d'autres. Nous ne lâcherons rien, il faut compter avec les retraité.es qui seront toujours là.

Alain FERRIOL

Sommaire

Page 1 - Edito

- La vie continue, Espérons qu'elle puisse être meilleure

Page 2

- Qu'en penser réellement ?

Pages 3 et 4

- C'est dans la rue qu'ça s'passe !

Page 4

- Un vent d'espoir avec la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale !

Page 5

- Communiqué du collectif retraité.es du Snetap
- "Vers la planification écologique"

Pages 6

- Ukraine : Inquiétude, indignation, esprit critique où êtes-vous ?
- BILLE Corina, La Fraîse noire, nouvelles NRF Gallimard

Page 7

- Toujours en action : notre détermination est intacte
- Du nouveau au collectif des retraité.es

Page 8

- Réunion du collectif le 10 mai 2022

Qu'en penser réellement ?

A défaut d'ouvrir des perspectives favorables et crédibles d'évolution de la situation sociale des classes populaires dans notre pays, les résultats de la récente élection présidentielle ont au moins eu le mérite de remettre quelques pendules à l'heure et de provoquer de salutaires réflexions à gauche. Avec respectivement 4,79 % des suffrages pour l'un et 1,74 % pour l'autre, l'arrogance des pseudos « partis de gouvernement » bascule dans le pathétique, sinon dans le ridicule. La boursofflure céphalique des Républicains et du Parti socialiste est brutalement remise à sa place : négligeable. A gauche, $21,95 + 4,58 + 2,31 + 1,74 + 0,77 + 0,57 = 31,92$ %. C'est plus que Le Pen et Zemmour réunis (30,46 %). Mais la division élimine Mélenchon et qualifie Le Pen.

Déjà, avant même le premier tour de l'élection présidentielle, de nombreuses voix s'élevaient dans la plupart des formations politiques de gauche pour réclamer une candidature unitaire et dénoncer l'éparpillement, vecteur d'un échec prévisible et redouté. Ces voix n'ont pas été entendues par les diverses directions : l'esprit partisan et les querelles de boutique l'ont emporté. Certains voulaient « se compter », d'autres voulaient « peser ». Les comptes sont vite faits : LFI réalise un score honorable, mais insuffisant pour assurer une présence de gauche au second tour. Tous les autres se retrouvent à moins de 5 %. Que « pèsent » aujourd'hui ceux qui voulaient « se compter » ? La leçon est rude, espérons qu'elle soit salutaire.

Les résultats (prévisibles) de cette division à gauche semblent avoir ouvert quelques yeux et conduit un certain nombre de responsables politiques à se poser enfin les bonnes questions, notamment dans la perspective des prochaines élections législatives des 12 et 19 juin. Une chose est déjà acquise : Emmanuel Macron est le Président de la République et, fort de sa réélection, entend poursuivre sa politique de casse sociale, de saccage de ce qui reste de services publics, d'aggravation des inégalités, d'asservissement à l'Europe libérale et de mise en coupe réglée du pays par un libéralisme décomplexé et dévastateur. Encore lui faut-il pour cela disposer d'une majorité parlementaire fournie et docile (style « godillot »).

Mais les circonstances particulières de son élection et l'état d'exaspération d'une part croissante de la population ne semblent guère aller dans ce sens.

Le spectacle d'une gauche réduite électoralement à un champ de ruines semble avoir

incité ses dirigeants à prendre conscience de la réalité : sans union, point de salut possible. A partir de ce constat des discussions se sont ouvertes entre diverses formations traditionnellement classées à gauche : LFI, EE-LV, PCF, PS et NPA. Mais le poids du passé et certaines rancoeurs n'ont pas permis d'agglomérer toutes ces composantes. Les discussions ont tout de même donné naissance à une « Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale » (NUPES), dont on doit déplorer que le NPA n'ait pas voulu y adhérer. Il y aurait eu toute sa place. Mais l'ouverture de discussions avec le Parti socialiste – pourtant exclues au départ – n'a pas permis au NPA de franchir le pas de l'union. C'est regrettable, mais ses arguments doivent être entendus : peu de circonscriptions proposées, choix d'investitures parfois contestables, contenu programmatique édulcoré, glissement vers la droite du centre de gravité de l'Union, etc...

Il n'en reste pas moins vrai que cette « Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale » existe, quelles qu'en puissent être les imperfections, les manques et les ambiguïtés. Au vu des résultats des 10 et 24 avril, c'est un outil quasi-miraculeux qui nous est proposé en vue des prochaines élections législatives. Il s'agit de l'utiliser à bon escient, mais sans tomber dans un délire utopique et improbable. Ce qui doit être notre objectif, c'est de faire élire un maximum de députés de gauche porteurs de nos revendications. Mélenchon Premier ministre ?

Certains à gauche en rêvent. Mais c'est peu probable. Et si par miracle cela advenait, ce pourrait n'être qu'un bref mirage tant le Président élu dispose de leviers pour contrôler la situation : libre choix du Premier ministre, pouvoir de dissolution de l'Assemblée nationale, etc... Plus que l'exercice réel du pouvoir, visons plus modestement son contrôle. L'objectif prioritaire, c'est tout de même d'empêcher Macron de continuer à nuire. Il importe donc de le priver de majorité.

En évitant l'éparpillement des voix de gauche, la « Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale » nous ouvre réellement des perspectives de gains de circonscriptions. Encore faut-il accepter de jouer le jeu, sans arrière-pensées et sans trop se focaliser sur certaines erreurs ou mauvaises habitudes du passé. Pour que la gauche progresse et redevienne apte à conduire les destinées de notre pays, nous devons tous être capables de distinguer entre l'essentiel et l'accessoire.

Alain OLIVIER

C'est dans la rue qu'ça s'passe ! (chanson de la Compagnie Jolie Môme)

Disons-le tout net, pour qu'il n'y ait pas de quiproquo, il faut envoyer à l'Assemblée nationale un maximum de députés issus de la NUPES et de la gauche radicale.

Il n'y a aucun doute que les résultats du candidat de l'UP à la présidentielle recréé une dynamique et un espoir pour les salariés et les exclus de ce pays. Il faut, lors du prochain scrutin, rejeter massivement la politique ultralibérale de Macron et battre la droite et l'extrême droite dans les urnes.

Mais au risque de casser l'ambiance, il ne faut pas que l'euphorie de la situation, nous empêche d'être critique et de rester lucide.

Sinon nous risquerions un retour de bâton, qui replongera le mouvement social dans le désespoir pour de longues années.

L'échec du Programme Commun de la gauche et le retour à une politique d'austérité menée par le Parti socialiste et ses alliés, puis par la droite revenue aux affaires, doit nous interroger ?

Certes, la situation est bien différente et les forces en présence ne sont pas les mêmes.

Mais le compromis trouvé par la NUPES pour obtenir l'unité des partis de gauche aux législatives est déjà en retrait par rapport aux positions de l'UP et contradictoire avec les déclarations faites par les principaux responsables de ce mouvement. Premièrement : ils avaient "juré-craché" qu'il n'y aurait jamais d'alliance avec le PS, ce Parti de gauche quand il est dans l'opposition et à droite quand il est au gouvernement.

Comment oublier la politique antisociale qu'il a mené, son vote en faveur du TCE dans les conditions antidémocratiques que tout le monde connaît ou encore le passage en force contre l'avis des salariés en lutte de la loi El khomri...Etc ?

Comment ignorer que cet accord qui pour beaucoup au PS, n'en déplaît à JL Mélenchon, n'est pas un accord de gouvernement, mais un simple accord électoral destiné à remettre un nouveau vernis de gauche sur ce parti et à sauver la peau de quelques députés PS ayant chaud aux fesses, parfois devenus infréquentables ?

D'ailleurs, voilà ce que disait une partisane de l'accord à la sortie du CN du PS le soir même de la décision (source Mediapart) :

Un sauvetage inespéré, donc, ce que n'a pas manqué de souligner la sénatrice Laurence Rossignol : « À mes yeux, c'est un accord électoral, ce n'est pas un contrat de gouvernement. Faut retomber un peu sur terre.

Nous y trouvons notre compte ! », a-t-elle fait valoir ce jeudi à Ivry-sur-Seine. Par ailleurs, « cet accord, en levant la suspicion à notre égard, nous remet dans la gauche et ramène la gauche dans le pays, loin du discours de Jean-Luc Mélenchon qui disait qu'il n'y avait plus de gauche et plus de droite, et loin du "en même temps" de Macron ».

Et ce n'est pas parce que quelques éléphants en mal de Macronie vont quitter le PS, que ce parti a changé de nature !

Comment s'étonner dans ce cas que des candidatures anticapitalistes ou de la gauche radicale vont apparaître pour se présenter face à des candidats qui n'ont toujours pas rompu avec la politique libérale, pourtant investis par la NUPES ? Qui choisir et pour qui voter comme candidat de la rupture dans ces cas-là ? Je pense que la réponse est dans la question...

Deuxièmement : l'accord de répartition devait se faire sur la base des rapports de force à la présidentielle et seulement là-dessus.

Que penser d'un accord avec le PS qui aura 70 candidatures alors que selon l'arithmétique, il n'aurait dû en avoir que 35 ?

Soit presque autant qu'EELV qui en aura 100 alors qu'ils font 3 à 4 fois plus de voix et du PCF qui avec un résultat supérieur en aura lui que 50.

Il est vrai que pour ces partis, ce qui compte est de pouvoir obtenir un groupe parlementaire.

Je ne parle même pas du NPA qui aurait pu revendiquer, avec son faible score, environ 15 circonscriptions et qui, avant son retrait, ne se voyait plus en proposer que 4, pour pouvoir fournir le quota promis au PS.

Troisièmement : alors que l'accord ne devait se faire que sur la base du programme de l'UP (déjà pas franchement révolutionnaire) on a vu des discussions de marchandage pour permettre à tous les partis d'y retrouver leurs petits.

Les négociations avec le PS ont eu pour effet sur le programme de le tirer sur la droite, même si cela se traduit par des nuances difficilement perceptibles au premier abord.

Par exemple, il revient sur plusieurs propositions essentielles, une augmentation du SMIC qui ne serait plus « immédiate », une rupture avec l'Europe libérale aux modalités devenues floues, « la retraite à 60 ans pour tous » présentes dans les accords contractés avec EELV et le PCF devenu un « droit à la retraite à 60 ans » (dont on sait qu'il signifie l'existence d'importantes décotes)...

Il est vrai que l'exemple en avait été donné, face au PCF, en renonçant à la sortie du nucléaire et la remplaçant par un hypothétique référendum sur cette question.

La rupture avec le NPA en est bien l'illustration, les négociateurs ont préféré l'alliance avec le PS plutôt qu'avec celui-ci, qui lui aurait sans aucun doute tenté de le tirer plus à gauche ?

Dernière chose : outre le fait qu'il semble quand même peu probable qu'une majorité absolue de députés de la gauche radicale soient élus à cette élection, mener la campagne à partir de " Mélenchon premier ministre de Macron " ne me semble pas très judicieuse même si elle peut être mobilisatrice.

D'abord, parce que demander à être Premier ministre d'une gauche "radicale" d'un Président ultralibéral me paraît peu crédible.

Mais surtout, c'est faire abstraction qu'il y a un sénat hostile à un changement radical de la société et que le Président à toujours pour le moment la possibilité de dissoudre l'Assemblée.

Ce que ne manquera pas de lui demander un patronal qui se sentirait aux abois, avec une

extrême droite en embuscade.

Il faut donc faire attention à ne pas créer des illusions, qui pourraient se transformer en désillusions pour la population.

S'il est nécessaire d'avoir à la sortie de cet épisode électoral le maximum d'élus de rupture avec ce système, issus de la NUPES, de la gauche radicale ou anticapitaliste et des quartiers populaires à l'Assemblée nationale, c'est avant tout à mes yeux, pour avoir des députés capables d'être les porte-voix des luttes sociales, aider aux mobilisations et pour légiférer dans leurs sens.

Mobilisations sociales incontournables pour qu'il puisse y avoir un véritable contrôle sur nos représentants élus et indispensables à une transformation réelle et durable de notre société.

En l'absence de ces mobilisations nous risquons d'être condamné à revoir un énième épisode du feuilleton.

Le changement c'est dans les urnes, mais surtout dans la rue.

Christian TAILLANDIER

Un vent d'espoir avec la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale !

La séquence politique que nous vivons depuis les présidentielles, avec la construction à gauche dans un délai des plus rapides, de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale pour affronter les élections législatives, constitue un événement majeur pour le mouvement syndical qui se réclame de la lutte et de la transformation sociale.

Au delà de ses aspects les plus politiques, comme la répartition des circonscriptions entre les différents signataires de la NUPES, c'est bien le programme sur lequel s'est constituée cette union qui justifie tout l'intérêt que nous devons, syndicalement, lui porter.

De ce point de vue, il convient de souligner les convergences essentielles entre les revendications que nous portons au SNETAP avec la FSU, et les engagements affichés par la NUPES :

Rétablir de vrais Services Publics en mettant fin au démantèlement de l'école publique, de l'Université et de l'Hôpital public ; Engager une politique de hausse du SMIC, des pensions et des minima sociaux ; Garantir le retour à la retraite à 60 ans ; abroger la Loi Travail.

A l'évidence, ces quelques engagements retenus, parmi bien d'autres, sont au diapason de nos

revendications et des mobilisations que nous initiions depuis bien longtemps mais sans véritable succès pour les faire aboutir.

Pour stopper les reculs sociaux mais aussi pour gagner des avancées sociales et écologiques ambitieuses, le mouvement syndical de transformation sociale doit bien évidemment s'employer, ce qu'il ne cesse de faire, à construire le rapport de force qui s'impose face à tout gouvernement, mais la perspective crédible d'une réorientation en rupture avec les politiques droitière et néolibérales de ces dernières années ne peut qu'apporter ce vent d'espoir dont nous avons grand besoin !

L'histoire sociale nous dit que sans l'intervention des travailleur-es, il n'y a guère de progrès social, mais elle nous montre aussi combien nombre de conquêtes sociales sont à mettre au crédit de l'unité des forces de gauche.

La NUPES de 2022 inscrira t-elle sa marque dans l'histoire comme le Front Populaire en 1936 ou le Programme commun en 1981 ?

Il appartient à chacun-e de le décider les 12 et 19 Juin prochain !

Gérard PIGOIS

"Vers la planification écologique"

Le Président de la République s'est engagé pour son nouveau quinquennat à mettre en œuvre la planification écologique. Il était temps, en effet pour la France cette année, le 5 mai, nous avons franchi la date du jour du dépassement, c'est-à-dire jour à partir duquel on estime avoir consommé toutes les ressources disponibles renouvelables pour l'année. Profitons de l'annonce du Président pour passer du temps du souhaitable à celui du possible. Transformons nos paroles, nos écrits en actes en s'appuyant sur notre collectif et sur l'ensemble des acteurs de notre société. La transition écologique est un projet de société concret, celui-ci se doit d'être transversal, ne relevant ni des croyances, ni des opinions politiques. Faisons pour l'avenir de tous que ce projet nous appartienne. Finissons-en avec la politique du court terme. La planification doit permettre la programmation sur le long terme de l'ensemble des actions pour changer le système, car tout reste à faire. Jusqu'à présent peu d'actions ont été menées, trouvons les solutions pour permettre à l'ensemble des acteurs d'être impliqués autour de cette transformation écologique et sociale. Personnels administratifs, techniques, d'éducation, retraités, à notre niveau sein du Ministère de l'Agriculture, continuons d'être force

de proposition avec maintenant cet argument, le Président l'a dit, sans oublier d'être soi-même responsable de notre propre empreinte écologique.

Quelques propositions d'axes de travail :

- éducation à la transformation écologique, car la formation dans ce domaine est le nouveau carburant de la transformation,
- changement de notre modèle agricole, pour un modèle respectueux de l'environnement et de ses travailleurs,
- sécurité sociale de l'alimentation, car ce projet répond à la fois à la santé de tous et au pouvoir d'achat des producteurs et des consommateurs,
- développement de l'enseignement de l'agroécologie,
- réflexions autour des problèmes de l'eau, de la PAC, de la pêche et bien d'autres thèmes autour de nos compétences.

Ne laissons pas quelques technocrates avec un flot de réglementations et d'interdictions décider à notre place, restant conscients que la réglementation est nécessaire pour que notre société fonctionne. Faisons en sorte que nos dirigeants ne reproduisent pas les mêmes erreurs. Travaillons ensemble vers une croissance verte et donnons du sens à notre consommation.

Jean-Louis PORREYE

Communiqué du collectif retraités du SNETAP

La Confédération paysanne dans un communiqué de presse publié le 7 Mai dit « oui » à l'Union populaire écologique et sociale.

L'assemblée générale de la Confédération paysanne rappelle que sur le fond la confédération - en froid avec le Ministre de l'Agriculture depuis de nombreuses années, a de très fortes divergences avec les orientations de la majorité gouvernementale actuelle : réorientation des aides de la PAC, protection de l'environnement, encadrement plus strict des pesticides agricoles, stockage de l'eau, régulation des marchés...

Le SNETAP-FSU comme la Confédération a un lourd contentieux avec le Ministère de l'Agriculture notamment sur le devenir de l'enseignement professionnel agricole public, sur l'enseignement technique agricole public, sur l'enseignement

supérieur agricole public gérés par le Ministère de l'Agriculture, sur la réduction drastique des différents services publics.

Les retraités SNETAP, comme les Paysans appellent donc à refuser les orientations politiques défendues par le gouvernement actuel. Ils appellent à soutenir par leur vote les 12 et 19 juin les candidats porteurs de nos revendications, en rupture avec la politique actuelle.

Ce vote symbolique n'empêchera pas les retraités SNETAP-FSU d'être dans les rues et les luttes au côté des autres retraités des syndicats et associations telles que la FGR-FP, pour défendre leur pouvoir d'achat, les services publics, les libertés, la démocratie face aux insuffisances et aux manquements gouvernementaux s'il en advient.

Collectif Retraités.es

Ukraine : Inquiétude, indignation, esprit critique où êtes-vous ?

L'armée russe a envahi l'Ukraine le 24 février. Depuis bientôt trois mois nous assistons à une surenchère de violence. La diplomatie fait du surplace. Les dirigeants européens brassent l'air. Le commerce des armes est fleurissant. Et à supposer que la paix revienne un jour, il y aura des ruines à reconstruire. La guerre n'est pas une tragédie pour tout le monde.

Jamais, depuis 60 ans (un an après l'invasion de la baie des Cochons à Cuba et lorsque l'URSS déploie 36 missiles nucléaires à Cuba), nous n'avons été aussi proches d'une guerre totale, nucléaire.

Surenchère de propagande aussi. Difficile de s'y retrouver dans les informations contradictoires émanant de l'occupant et de l'occupé. C'est aussi ça la guerre.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Ce conflit, n'était-il pas prévisible ? Il est clair que la Russie avait envoyé des signes d'exaspération depuis des années. Sommes-nous innocents, nous pays occidentaux ? Et, l'OTAN qui aurait dû disparaître en 1991 au moment de la disparition de l'URSS et que Nicolas Sarkozy a décidé de réintégrer, les Etats-Unis, ne mènent-ils pas une

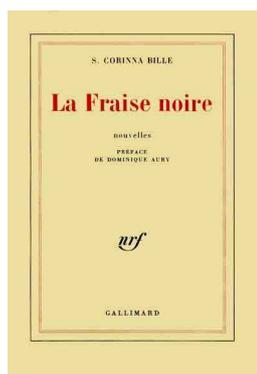
guerre par procuration. Sont-ils les défenseurs de la liberté qu'ils se disent ?

Cette guerre, à laquelle Vladimir Poutine refuse le nom, mais pas les exactions (existe-t-il cependant des guerres propres ?) nous affole, nous Européens parce qu'elle est à nos portes. Pourtant, ce ne sont pas les conflits qui manquent dans le monde : la France bat la campagne au Mali et repars la queue entre les jambes, l'Erythrée, l'Irak, la Syrie (où la Russie s'est fait la main sans que les pays occidentaux n'interviennent, l'Afghanistan abandonnée aux talibans, la Palestine... Mais ces conflits sont loin de nos yeux. Loin de notre conscience ?

Huit millions d'Ukrainiens ont fui leur pays. Accueillis en Europe. On ne peut que s'en féliciter. Mais que dire des quelques millions de réfugiés qui fuient leur pays en guerre, la misère, la violence. Que dire du sort de ceux qui traversent la Méditerranée sur les canots gonflables et à qui les mêmes pays refusent un accueil digne ? Les parquent dans des camps dans des conditions indécentes. Leur refusent un avenir meilleur, les condamnent à mourir noyés.

Comment en est-on arrivé là ?

Francine BARRE



BILLE Corina, *La Fraîse noire, nouvelles*, NRF Gallimard

Je ne connaissais pas cette auteure suisse, valaisanne, de langue française, qui bourlingua un peu et obtint la bourse Goncourt de la nouvelle en 1947.

Sa bibliographie impressionne et rend un peu honteux de ne pas la connaître. Et ce recueil qui me la fait découvrir est vraiment prenant. Elle y évoque des aventures et personnages teintés des couleurs des Alpes centrales, la montagne où cela se déroule toujours. On lit les noms de bêtes et plantes étranges et à la fois les émotions humaines, surtout féminines mais pas seulement. Point d'âge d'or de tragédies paysannes et de sombres vertus oubliées. Il y a des jeeps sur les sentiers de ce pays, des usines dans les vallées, des ouvriers italiens dans les

villages qui ont faim d'amour... et des jeunes femmes aussi ! Les héros vivent et pensent particulièrement, comme aériens et près de la nature, et en même temps chargés de poids humains, si humains. C'est en fait l'écriture qui prend et emporte, comme si elle nous parlait une langue étrangère et à la fois intime. La femme mariée qui s'adonne à un plaisir extra-conjugal, cela pourrait être d'un banal ! Et c'est presque un conte de fées : «Une sorte de néant, avec juste autour de nos corps un rameau, une fougère, une liane.

l'écorce devaient s'aplatir les sitelles [...] tout devenait d'un vert plus noir. »

À lire... Pour un site de vente, oublier Amazon SVP.

Francis PORNON

Toujours en action : notre détermination est intacte

Le 24 mars, dans nos régions, plusieurs dizaines de milliers d'entre nous ont à nouveau battu le pavé, dans la continuité des manifestations précédentes, pour faire entendre nos légitimes revendications.

Nous pouvons acter la promesse d'une revalorisation des pensions à hauteur de 4% le 1^{er} juillet.

Ce n'est qu'une étape. Avec le groupe des 9 nous exigeons que :

- * cette revalorisation des pensions à hauteur de 4% soit rétroactive au 1^{er} janvier 2022.

- * cette revalorisation ne soit qu'une étape dans le cadre d'un rattrapage global du niveau de nos pensions.

- * la hausse de la CSG à 1,7 % soit annulée.

- * l'évolution des pensions se fasse en référence à l'évolution du salaire moyen et non de la seule inflation.

Le groupe des 9 a décidé d'adresser une lettre – questionnaire à l'ensemble des candidat.es aux élections législatives.

N'hésitons pas à interpeller, à questionner, à rencontrer toutes les candidates et tous les candidats sur nos revendications, et s'il le faut leur expliquer que beaucoup de retraité.es et de retraité.es ne peuvent plus vivre dignement.

Alain FERRIOL

Du nouveau au collectif des retraité.es

Suite aux élections catégorielles au Conseil Syndical National, un nouveau binôme y représentera la catégorie des retraité.es : Francine BARRE, Alain FERRIOL.

D'autre part, **Gérard PIGOIS** sera le nouveau délégué du SNETAP auprès de la FSU : à la Section des Retraité.es Fédérale Nationale (SRFN-FSU), ainsi que la commission d'animation. Il participera également au Groupe Actifs Retraité.es (GAR) travaillant sur la protection sociale.

Hélène POUGNANT quitte le Conseil Syndical National (CSN) mais reste au collectif.



Que dire d'Hélène ? C'est une militante syndicale infatigable. Elle ne s'est jamais trompée de combat, a toujours pratiqué un syndicalisme de terrain au plus près des préoccupations des collègues. Elle a toujours défendu un syndicalisme de lutte, y compris au niveau de la FSU nationale des retraité.es.

Secrétaire catégorielle des retraité.es pendant plusieurs années, puis co-secrétaire catégorielle, elle a animé avec passion et efficacité le collectif des retraité.es. Connaissant pratiquement tou.tes les retraité.es, elle veillait scrupuleusement à la syndicalisation, mais pour le collectif, ce n'est pas un départ définitif puisqu'elle va continuer à y siéger, et dira n'en doutons pas ce qu'elle aura à dire...

Hélène a donc siégé plusieurs années au CSN, représentante de la catégorie des retraité.es, qu'elle a toujours défendu avec passion et pugnacité.

C'est aujourd'hui son départ choisi du CSN. Nous voulons en faire un moment d'amitié, lui témoigner notre reconnaissance et nos remerciements pour son action et sa présence sympathique.

Alain FERRIOL

Réunion du collectif du 10 mai 2022

Nous étions 12 présente.s et 8 excusé.es. Nous nous sommes retrouvés en présentiel avec un réel plaisir, remerciements à toute l'équipe de la permanence pour l'organisation de l'accueil. Un nouveau collègue a rejoint le collectif suite au Congrès de Tours : Christian Taillandier, bienvenue. Comme d'habitude, nous avons passé l'actualité du moment en revue, actualité très chargée. La nouvelle organisation de notre collectif, les actions revendicatives, l'activité de la FSU retraités et de la FGR, des infos sur le nouveau groupe de travail interne au SNETAP sur les pratiques environnementales. Nous avons longuement débattu de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et des diverses conséquences graves pour les peuples. Les résultats aux élections présidentielles et la préparation des élections législatives ont donné lieu à des débats intenses, vifs mais bien sûr toujours courtois. Nous avons

constaté de fortes divergences d'opinions. Certains.nes membres ayant des difficultés à se retrouver entièrement dans les textes du collectif. Décision a été prise de créer une tribune libre où les collègues qui le souhaitent pourront exprimer leur avis de manière totalement personnelle n'engageant qu'eux ou elles-mêmes. Préparation du bulletin catégoriel des retraités du SNETAP n°71.

Prochaine réunion du collectif

Elle aura lieu comme d'habitude le mardi veille du CSN de septembre dont la date précise n'est pas encore fixée.

Si certain.es d'entre vous ont envie de faire partager leurs lectures ou leurs spectacles, ils peuvent nous envoyer leurs impressions, sensations... Elles seront les bienvenues. Nous les ferons paraître dans nos prochains bulletins.



Francine BARRE
51 chemin de Lassere
31450 CORRON SAC
barre.francine@wanadoo.fr

Alain FERRIOL
24 avenue de Limoux
11250 Saint- Hilaire
alain.ferriol@wanadoo.fr